

Lycées : la laïcité au programme

Texte **Pegah Hosseini** Illustration **Béchet/Marion Lefebvre/Picturetank**



Comment faire vivre la laïcité à l'école ? Alors que la Région a lancé une concertation dans les lycées et centres de formation d'apprentis, nous vous avons invités à exprimer vos idées sur notre site Internet.

#LYCÉESIDF Après les attentats de janvier, beaucoup de Français se sont sentis «Charlie». Mais, dans des lycées, les minutes de silence ont parfois fait du bruit, certains élèves jugeant que le blasphème ne devait plus être un droit. D'après notre consultation en ligne, vous êtes majoritaires (55% au 20 mars, avec plus de 800 participants) à penser que la laïcité doit être remise au cœur de l'enseignement. Les moyens font néanmoins débat...

Camille86 pense que l'on devrait «s'ouvrir à toutes les religions». «Les enfants pourraient échanger entre eux sur les différences, et le dialogue, c'est le début de la compréhension et de l'acceptation!» écrit-elle.

Un avis que partage A84: «Même dans les lycées ou collèges catholiques, il faudrait parler aux élèves des autres religions [...] et leur rappeler que chacun est libre de croire en ce qui lui plaît.» Selon G. Napier, les choses sont claires: «Refuser que certains affichent leur religion, c'est déjà ne plus être en démocratie.»

D'après Coline, le problème est ailleurs. Le non-respect entre élèves découle de «ce qui se dit à la maison», qui est «répété et amplifié dans l'enceinte scolaire». Et la lycéenne de dénoncer une «stupide "guerre de religions"» sur les réseaux sociaux.

VOLTAIRE ET BEAUVOIR

Certains ont un avis encore plus tranché. Patrickdu92 voudrait ainsi «faire disparaître le religieux de la vie publique». Pour Claudie, la laïcité «permet à chacun de s'exprimer, de croire, de ne pas croire, de pratiquer librement sa religion». «Un pays qui se soumet à une loi religieuse n'est pas libre», poursuit-elle. «Cessons de penser que l'enseignement du fait religieux permettra d'apaiser les tensions», lance François92, qui propose d'«arrêter les concessions»: «Un enseignant ne peut pas entrer dans sa classe en se disant qu'il ne peut pas aborder certains contenus pédagogiques. À ce rythme, on ne pourra plus lire Voltaire ni Simone de Beauvoir en cours!»

À la suite de cette phase de concertation en Île-de-France, les observations et retours d'expériences seront transmis par la Région au gouvernement. ■



Participez à notre nouvelle consultation en ligne: «Pour être vraiment universel, le service civique pour les 18-25 ans devra-t-il être obligatoire?»